

CIRCULAIRE N° 1974

DATE 30/07/2007

Objet: Formation complémentaire en vue de l'enregistrement comme aide-soignant

Réseaux : Tous
Niveaux et services : PROM SOC
Période : dès la diffusion

- Aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française;
- Aux Chefs des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- Aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale;

Autorités : Administrateur général **Signataire(s)** : **Jean-Pierre HUBIN**
Gestionnaires : Administration de l'enseignement de promotion sociale
Personne(s)-ressource(s) : Nicole SCHETS, bureau 4F410
Rue A. Lavallée, 1 - 1080 BRUXELLES
Tél. 02/690 87 30 Fax 02/690 87 32
Référence facultative : **Circulaire PS 428/07**

Renvoi (s) : -

Nombre de pages : - **texte** : 6 - **annexes** : 3 annexes = 28 pages
Téléphone pour duplicata : 02/690 87 12
Mots - clés : Aide-soignant

Cette circulaire a pour but d'expliciter les mesures transitoires applicables aux **arrêtés royaux du 12 janvier 2006 relatifs aux aides-soignants** (M.B. 03.02.02006) ¹.

I. Circulaire ministérielle du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes (M.B. 14.12.2006) ¹: extraits adaptés

La possibilité de se faire enregistrer comme aide-soignant est donnée à toute une série de personnes, soit sur la base de qualifications acquises, soit sur la base de l'expérience acquise, soit sur ces deux bases.

L'enregistrement a pour vocation d'être définitif:

- soit sur la base d'un diplôme ou certificat (voir A);
- soit sur la base des mesures transitoires (voir B).

Toutefois, un enregistrement provisoire avec possibilité de conversion du statut provisoire vers un enregistrement définitif est prévu (voir C).

L'**annexe IV** de la circulaire précitée reprend les différentes conditions et étapes de la demande d'enregistrement comme aide-soignant.

A. Enregistrement définitif sur la base d'un des diplômes ou certificats suivants

Pour avoir directement accès à la profession d'aide-soignant, il faut :

- un certificat d'études de 2^e année du 3^e degré de l'enseignement secondaire technique ou professionnel, section "services aux personnes", sous- secteur "aide aux personnes", complété par un certificat délivré au terme d'une formation d'aide-soignant comprenant une année d'étude dans le cadre de l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale (7^e année).

Les modalités et le contenu de cette formation doivent encore être déterminés par les Communautés respectives;

Ou

- un certificat de promotion sociale ou de formation professionnelle sanctionnant une formation qui, en complément des qualifications acquises ailleurs, est assimilée par les instances compétentes, c'est-à-dire les Communautés, à la formation d'aide-soignant visée ci-dessus.

Les modalités de cette formation doivent encore être déterminées par les Communautés respectives;

¹ Textes repris intégralement en annexes.

Ou

- un certificat de réussite d'une première année de formation de bachelier en soins infirmiers, d'infirmier gradué ou d'infirmier breveté/diplômé.

B. Enregistrement définitif sur la base des mesures transitoires

Un enregistrement définitif sur la base des mesures transitoires n'est possible que pour les personnes qui sont en service le 13 février 2006 dans un des établissements de soins suivants:

- un hôpital;
- un service hospitalier d'une association d'hôpitaux;
- une maison de repos et de soins agréée;
- une maison de soins psychiatriques agréée;
- un centre de soins de jour agréé;
- une maison de repos agréée pour personnes âgées;
- un centre de court séjour agréé;
- une institution qui constitue le domicile ou la résidence des personnes âgées.

Pour ces personnes qui sont en service au 13 février 2006 dans un des établissements, il existe deux possibilités pour obtenir un enregistrement définitif sur la base des dispositions transitoires:

• **1^{er} cas** :

- à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, le 13 février 2006, le demandeur est employé comme personnel soignant dans un établissement de soins tel que décrit ci-dessus;
- et dispose d'une des qualifications reprises à l'**annexe I** de la circulaire précitée.

• **2^e cas** :

- à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, le 13 février 2006, le demandeur était employé comme personnel soignant dans un établissement de soins;
- il ne dispose pas d'une des qualifications (voir annexe I de la circulaire précitée);
- et, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, le 13 février 2006, il a été employé durant au moins 5 ans équivalant temps plein comme personnel soignant dans un établissement de soins.

Dans une phase de régularisation, le personnel soignant déjà en fonction dans un établissement de soins pourra exercer légalement les prestations de la liste d'actes reprise en annexe de l'arrêté "actes", pour autant qu'il se fasse enregistrer comme décrit ci-après.

Cette demande d'enregistrement doit être introduite dans les plus brefs délais étant donné le caractère obligatoire de l'enregistrement pour pouvoir exercer la profession d'aide-soignant.

C. Enregistrement provisoire sur la base des dispositions transitoires

La demande d'enregistrement provisoire doit au plus tard être introduite pour le 31 décembre 2008.

L'enregistrement provisoire n'est possible que dans deux situations :

• **1^{re} situation** :

- au plus tard le 31 décembre 2008, le demandeur est employé comme personnel soignant dans un établissement de soins tel que décrit plus haut;
- et dispose d'une des qualifications reprises à l'annexe I de la circulaire précitée.

• **2^e situation** :

- à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, le 13 février 2006, le demandeur est employé comme personnel soignant dans un établissement de soins tel que décrit plus haut;
- le demandeur ne dispose pas d'une des qualifications visées à l'annexe I de la circulaire précitée;
- le demandeur n'a pas l'ancienneté de 5 ans comme personnel soignant dans un établissement de soins.

Procédure de demande d'enregistrement provisoire :

- Le demandeur doit envoyer une demande d'enregistrement provisoire à la Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier avant le 31 décembre 2008 au moyen du formulaire annexé à la circulaire précitée.
- Ce formulaire est accompagné d'une copie du type de certificat correspondant à l'une des qualifications reprises à l'annexe I de la circulaire précitée, si la personne se trouve dans la 1^{ère} situation.
- Ce formulaire est accompagné de la preuve de l'activité professionnelle en institution de soins et/ou de la preuve de la durée de l'activité professionnelle relevante.

Cet enregistrement provisoire n'est valable que jusqu'au 13 février 2011, soit cinq ans depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté, délai durant lequel le demandeur enregistré provisoirement peut passer à l'enregistrement définitif en apportant la preuve qu'il a suivi 120 heures de formation complémentaire relative aux activités d'aide-soignant telles que décrites dans l'arrêté royal "actes".

Ces 120 heures de formation peuvent être suivies dans une institution agréée ou non, une association ou au sein d'un établissement de soins.

Cas particuliers

- a) Les **étudiants** ayant réussi une **première année d'infirmier** diplômé/breveté, gradué ou de bachelier en soins infirmiers, doivent introduire une demande avec les documents probants demandés et à partir de la confirmation de réception de la demande, peuvent effectuer les actes infirmiers repris dans l'arrêté "actes".
- b) Le secteur des soins à domicile n'est pas exclu des domaines dans lesquels il est possible de pratiquer possible de pratiquer en tant qu'aide-soignant, pour autant que ces prestations se fassent sous le contrôle d'une infirmière, au sein d'une équipe structurée. Par contre, l'aide-soignant ne peut pas bénéficier de l'application des mesures transitoires pour se faire enregistrer sur la base d'une expérience dans le secteur des soins à domicile.

Dans l'enseignement de promotion sociale, une unité de formation de 144 périodes (120 heures) du niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition a reçu, le 3 juillet 2007, un avis favorable de la Commission de concertation. Elle s'intitule: **"Formation complémentaire en vue de l'enregistrement comme aide-soignant"**.

II. Organisation de l'année scolaire 2007-2008 en ce qui concerne l'auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivités

- Il est souhaitable d'organiser des séances d'information pour les étudiants en cours de formation ainsi que pour les étudiants certifiés.
- L'unité de formation "Formation complémentaire en vue de l'enregistrement comme aide-soignant" pourra être activée pendant l'année scolaire 2007-2008.
- Etant donné la diversité du public concerné par les mesures transitoires, une unité de formation préparatoire à cette unité de formation, comportant ± 60 périodes sera également disponible pendant l'année scolaire 2007-2008.
- Pour la rentrée 2007, il est souhaitable de "compacter" la formation existante pour la terminer au plus tard en novembre 2008 afin que les étudiants certifiés puissent être engagés **avant le 31 décembre 2008** et ainsi se faire enregistrer provisoirement.
- La transformation de la section "auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivités" est prévue pour le 1^{er} septembre 2008 car, après le 31 décembre 2008, dans sa forme actuelle, elle ne sera plus reconnue pour exercer la fonction d'aide-soignant.

En synthèse :

- "APS" engagé dans un établissement de soins au 13 février 2006: enregistrement définitif sur la base des mesures transitoires.
- "APS" engagé dans un établissement de soins au plus tard le 31 décembre 2008: enregistrement provisoire sur la base des mesures transitoires et enregistrement définitif moyennant la preuve d'avoir suivi la formation de 120 heures (144 périodes) avant le 1^{er} février 2011.

L'Administrateur général
de l'Enseignement et de la Recherche scientifique,

Jean-Pierre HUBIN

beschreven wordt. Een kopie van dit verslag dient tevens te worden ingediend bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg (2 E 22, Eurostation II, Victor Hortaplein 40, bus 10, 1060 Brussel).

Bij dit verslag dient de inkomsten- en uitgavenrekening voor de periode bedoeld in artikel 2 van dit besluit te worden gevoegd.

2° De realisatie van de doelstellingen wordt onder de verantwoordelijkheid van prof. B. Aertgeerts geplaatst.

Art. 5. De kosten voor de uitvoering van het voornoemde zullen elk trimester terugbetaald worden aan de begunstigde naar gelang er bewijsstukken ingediend worden bij de FOD Volksgezondheid, Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg (kantoor 2 E 22, Eurostation II., Victor Hortaplein, 40, bus 10, 1060 Brussel), naar rata van 80 % van de bedragen vernoemd in artikel 2.

Het saldo van de toegekende toelage zal pas uitbetaald worden nadat het Begeleidingscomité het voornoemde activiteitenverslag over de activiteiten bedoeld in artikel 2 van dit besluit en uitgevoerd tijdens de periode bedoeld in hetzelfde artikel heeft ontvangen en nadat het voornoemde activiteitenverslag, de rekening van inkomsten en uitgaven van het CEBAM voor de periode bedoeld in artikel 2 van dit besluit, de schuldvorderingsnota en de bewijsstukken die betrekking hebben op dit saldo (vóór 1 april 2006) bij het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg (2 E 22) zijn ingediend.

Art. 6. § 1. Zullen enkel in aanmerking komen : de personeelskosten en de werkingskosten zoals vergoedingen, lonen en wedden, sociale lasten, kleine bureaunkosten en kosten van dienstverlening.

In het geval de werktijd van bepaalde personeelsleden verdeeld zou zijn tussen verschillende beroepsbezigdheden, meer bepaald het onderwijs, het onderzoek en de geneeskundepraktijk, zal slechts dat gedeelte (in tienden berekend) van hun wedden in aanmerking komen, dat overeenkomt met de tijd besteed aan de werkzaamheid gesubsidieerd krachtens onderhavig besluit.

Voor elk tewerkgesteld personeelslid wordt een loonfiche bezorgd aan het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg.

§ 2. De investeringskosten worden niet terugbetaald.

§ 3. De onkosten voor de terugbetaling van een lening komen niet in aanmerking.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2005.

Art. 8. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

rapport devra, également, être introduite auprès du Service Public Fédéral Santé publique, Direction générale des Soins de Santé primaires (2 E 22, Eurostation II, Place Victor Horta 40, bte 10, 1060 Bruxelles).

Ce rapport sera accompagné du compte de recettes et de dépenses pour la période visée à l'article 2 du présent arrêté

2° La réalisation des objectifs est placée sous la responsabilité du Prof. B. Aertgeerts.

Art. 5. Les frais afférents à l'exécution de l'objet précité seront remboursés trimestriellement au bénéficiaire, au fur et à mesure de l'introduction des pièces justificatives, en trois exemplaires, auprès du Service Public Fédéral Santé publique, Direction générale des Soins de Santé primaires (bureau 2 E 22, Eurostation II, Place Victor Horta 40, bte 10, 1060 Bruxelles) à concurrence de 80% des montants mentionnés à l'article 1.

Le solde du subside octroyé ne sera liquidé qu'après réception par le Comité d'accompagnement du rapport d'activité précité se rapportant aux activités visées à l'article 2 du présent arrêté durant la période visée au même article et après l'introduction auprès de la Direction générale des Soins de Santé primaires (2 E 22) (avant le 1^{er} avril 2006) du rapport d'activité précité, accompagné du compte de recettes et de dépenses du CEBAM pour la période visée à l'article 2 du présent arrêté, de la note de créance et des pièces justificatives afférentes à ce solde.

Art. 6. § 1^{er}. Seront seuls pris en considération les frais de personnel et de fonctionnement, notamment les indemnités, les salaires, les traitements, les charges sociales, les petits frais de bureau et les frais de prestation de service.

Au cas où certains membres du personnel partageraient leur temps entre plusieurs activités professionnelles, à savoir notamment l'enseignement, la recherche, la pratique de la médecine, il ne sera pris en considération qu'une fraction (calculée en dixièmes) de leurs traitements, correspondant au temps consacré à l'activité subventionnée en vertu du présent arrêté.

Il sera fourni à la Direction générale des Soins de Santé primaires une fiche de traitement pour chacun des membres du personnel employé.

§ 2. Les frais d'investissement ne seront pas remboursés.

§ 3. Les frais de remboursement d'emprunt ne seront pas pris en considération.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} mars 2005.

Art. 8. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2006 — 418

[C — 2006/22081]

12 JANUARI 2006. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid op artikel 21^{quinquiesdecies}, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 2006 tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde, uitgebracht op 31 mei 2005;

Gelet op het advies van de Technische Commissie voor Verpleegkunde, uitgebracht op 17 maart 2005;

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2006 — 418

[C — 2006/22081]

12 JANVIER 2006. — Arrêté royal fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, notamment l'article 21^{quinquiesdecies}, inséré par la loi du 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 2006 fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par l'aide-soignant et les conditions dans lesquelles l'aide-soignant peut poser ces actes;

Vu l'avis du Conseil national de l'Art infirmier, rendu le 31 mai 2005;

Vu l'avis de la Commission technique de l'Art infirmier, rendu le 17 mars 2005;

Gelet op het advies nr. 38.683/3 van de Raad van State gegeven op 8 november 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° koninklijk besluit van 12 januari 2006 : het koninklijk besluit van 12 januari 2006 tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen;

2° ministerieel besluit van 6 november 2003 : het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden;

3° verzorgingsinstellingen : instellingen bedoeld in artikel 34, 6°, 11° en 12° van de wet gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals onder punt 2° vermeld;

4° verzorgingspersoneel : het personeel dat de verpleegkundigen bijstaat in de zorgverlening en de patiënten helpt bij de handelingen van het dagelijks leven, het behoud van hun zelfredzaamheid en hun levenskwaliteit;

5° zorgkundige : de personen bedoeld in artikel 21*sexiesdecies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen.

TITEL II. — *Registratie*

Art. 2. De personen die als zorgkundige geregistreerd wensen te worden, volgen de volgende procedure :

1° Bij aangetekend schrijven een getekende en gedateerde aanvraag tot registratie richten aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

2° Bij deze aanvraag worden volgende documenten gevoegd :

a) hetzij een kopie van het getuigschrift van de studie van het tweede jaar van de derde graad van het secundair onderwijs, richting «personenzorg», onderafdeling «hulp aan de personen» van het secundair technisch onderwijs of het beroepsopleidings, en een getuigschrift uitgereikt op het einde van een opleiding van zorgkundige, wat een opleiding is die, in het kader van voltijds onderwijs of het gelijkwaardig in het onderwijs voor sociale promotie, één studiejaar omvat;

b) hetzij een kopie van een getuigschrift van sociale promotie of van beroepsopleiding die een opleiding bekroont die, aanvullend op de elders verworven bekwaamingen door de bevoegde instanties gelijkgesteld is aan de opleiding van zorgkundige bedoeld in punt 2° a);

c) hetzij een kopie van een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene geslaagd is :

- ofwel voor het eerste jaar van de opleiding bachelor in de verpleegkunde,

- ofwel voor het eerste jaar van de opleiding gegradueerd verpleegkundige,

- ofwel voor het eerste jaar van de opleiding gebrevetteerd verpleegkundige;

d) hetzij een document waaruit blijkt dat de betrokkene beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 3, § 1, of aan de voorwaarden gesteld in artikel 3, § 2;

e) hetzij een document waaruit blijkt dat de betrokkene beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 4.

TITEL III. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 3. § 1. Kunnen bij wijze van overgangsmaatregel, als zorgkundigen geregistreerd worden de personen die :

1° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit tewerkgesteld zijn als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling;

2° beschikken over een van de diploma's, brevetten of getuigschriften opgesomd in artikel 4, § 1, van het ministerieel besluit van 6 november 2003;

§ 2. Kunnen bij wijze van overgangsmaatregel, als zorgkundigen geregistreerd worden de personen die :

1° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit tewerkgesteld zijn als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling;

Vu l'avis n° 38.683/3 du Conseil d'Etat du 8 novembre 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° arrêté royal du 12 janvier 2006 : l'arrêté royal du 12 janvier 2006 fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par l'aide-soignant et les conditions dans lesquelles l'aide-soignant peut poser ces actes;

2° arrêté ministériel du 6 novembre 2003 : l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées;

3° établissements de soins : les établissements visés à l'article 34, 6°, 11° et 12° de la loi mentionnée au point 2°, coordonnée le 14 juillet 1994;

4° personnel soignant : le personnel qui assiste les praticiens de l'art infirmier dans la dispensation des soins et qui aide les patients dans les actes de la vie quotidienne, la préservation de leur autonomie et le maintien de leur qualité de vie;

5° aide-soignant : les personnes visées à l'article 21*sexiesdecies* de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.

TITRE II. — *Enregistrement*

Art. 2. Les personnes qui souhaitent être enregistrées comme aide-soignant, suivent la procédure suivante :

1° Adresser une demande d'enregistrement, signée et datée, par courrier recommandé au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

2° Cette demande est accompagnée des documents suivants :

a) soit une copie du certificat d'études de deuxième année du troisième degré de l'enseignement secondaire, section « services aux personnes », sous-secteur « aide aux personnes » de l'enseignement technique secondaire ou de l'enseignement professionnel, et un certificat délivré au terme d'une formation d'aide-soignant, formation comprenant une année d'études dans le cadre d'un enseignement de plein exercice ou l'équivalent en promotion sociale;

b) soit une copie d'un certificat de promotion sociale ou de formation professionnelle sanctionnant une formation qui, en complément des qualifications acquises ailleurs, est assimilée par les instances compétentes à la formation d'aide-soignant visée au point 2°, a);

c) soit une copie d'un certificat attestant de la réussite de l'intéressé :

- soit en première année de formation de bachelier en soins infirmiers,

- soit en première année de formation pour infirmier ou infirmière gradué(e),

- soit en première année de formation pour infirmier ou infirmière breveté(e);

d) soit un document attestant que l'intéressé satisfait aux conditions posées à l'article 3, § 1^{er}, ou aux conditions posées à l'article 3, § 2;

e) soit un document attestant que l'intéressé satisfait aux conditions posées à l'article 4.

TITRE III. — *Mesures transitoires*

Art. 3. § 1^{er}. Peuvent, à titre transitoire, être enregistrées comme aide-soignant, les personnes qui :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont employées comme personnel soignant dans un établissement de soins;

2° disposent d'un des diplômes, brevets ou certificats énumérés à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003;

§ 2. Peuvent, à titre transitoire, être enregistrées comme aide-soignant, les personnes qui :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont employées comme personnel soignant dans un établissement de soins;

2° niet beschikken over een van de diploma's, brevetten of getuigschriften opgesomd in artikel 4, § 1, van het ministerieel besluit van 6 november 2003;

3° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit ten minste 5 jaar voltijds of equivalent als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling tewerkgesteld zijn geweest.

§ 3. Kunnen bij wijze van overgangsmaatregel, gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, overeenkomstig artikel 5, voorlopig als zorgkundige geregistreerd worden de personen die :

1° op de datum van de inwerkingtreding van het onderhavige besluit tewerkgesteld zijn als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling;

2° niet beschikken over een van de diploma's, brevetten of getuigschriften opgesomd in artikel 4, § 1, van het ministerieel besluit van 6 november 2003;

3° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit minder dan 5 jaar voltijds of gelijkwaardig als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling tewerkgesteld zijn geweest.

§ 4. Kunnen bij wijze van overgangsmaatregel, gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, overeenkomstig artikel 5, voorlopig als zorgkundige geregistreerd worden de personen die uiterlijk op 31 december 2008 tewerkgesteld zijn als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling en beschikken over een van de diploma's, brevetten of getuigschriften opgesomd in artikel 4, § 1, van het ministerieel besluit van 6 november 2003.

Art. 4. Kunnen bij wijze van overgangsmaatregel als zorgkundigen geregistreerd worden, het verzorgingspersoneel bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 4, dat kan aantonen dat het, binnen vijf jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, een bijzondere opleiding van 120 uur heeft gevolgd die verband houdt met de activiteiten die een zorgkundige volgens het koninklijk besluit van 12 januari 2006 kan verrichten.

Voorafgaande opleidingen die verband houden met de activiteiten die een zorgkundige volgens het koninklijk besluit van 12 januari 2006 kan verrichten, kunnen in rekening worden gebracht om aan de vereiste 120 uur te komen.

Art. 5. De personen die een voorlopige registratie als zorgkundige wensen te verkrijgen, volgen de volgende procedure :

1° Bij aangetekend schrijven een getekende en gedateerde aanvraag tot voorlopige registratie richten aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

2° Bij deze aanvraag wordt een document gevoegd waaruit blijkt dat de betrokkene beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 3, § 3, of aan de voorwaarden gesteld in artikel 3, § 4;

3° De aanvraag gebeurt voor 31 december 2008.

TITEL IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 6. Na ontvangst van de aanvraag tot registratie of voorlopige registratie ontvangt de betrokkene een ontvangstmelding van zijn aanvraag.

De beslissing tot registratie of voorlopige registratie wordt meegeedeeld aan de betrokkene. In geval van een negatieve beslissing, gebeurt de kennisgeving per aangetekend schrijven.

De registratie kan alleen geweigerd worden wegens ofwel een onvolledig dossier ofwel een dossier dat niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 2.

De voorlopige registratie kan alleen geweigerd worden wegens een onvolledig dossier ofwel een dossier dat niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 5.

Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

2° ne disposent pas d'un des diplômes, brevets ou certificats énumérés à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003;

3° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été employées durant au moins 5 ans à temps plein ou équivalent comme personnel soignant dans un établissement de soins.

§ 3. Peuvent, à titre transitoire, durant une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, être provisoirement enregistrées comme aide-soignant conformément à l'article 5, les personnes qui :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont employées comme personnel soignant dans un établissement de soins;

2° ne disposent pas d'un des diplômes, brevets ou certificats énumérés à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003;

3° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été employées durant moins de 5 ans à temps plein ou équivalent comme personnel soignant dans un établissement de soins.

§ 4. Peuvent, à titre transitoire, durant une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, être provisoirement enregistrées comme aide-soignant conformément à l'article 5, les personnes qui au plus tard le 31 décembre 2008, sont employées comme personnel soignant dans un établissement de soins et disposent d'un des diplômes, brevets ou certificats énumérés à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003.

Art. 4. Peuvent, à titre transitoire, être enregistrés comme aide-soignant, le personnel soignant visé à l'article 3, §§ 3 et 4, qui peut prouver avoir suivi, dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une formation spéciale de 120 heures qui est en rapport avec les activités que l'aide-soignant peut accomplir selon l'arrêté royal du 12 janvier 2006.

Les formations préalablement suivies en rapport avec les activités que l'aide-soignant peut accomplir selon l'arrêté royal du 12 janvier 2006, peuvent être prises en compte pour aboutir aux 120 heures exigées.

Art. 5. Les personnes qui souhaitent être provisoirement enregistrées comme aide-soignant, suivent la procédure suivante :

1° Adresser une demande d'enregistrement provisoire, signée et datée, par courrier recommandé au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° Cette demande est accompagnée d'un document attestant que l'intéressé satisfait aux conditions posées à l'article 3, § 3, ou aux conditions posées à l'article 3, § 4;

3° La demande se fait avant le 31 décembre 2008.

TITRE IV. — *Dispositions communes*

Art. 6. Après réception de la demande d'enregistrement ou enregistrement provisoire, l'intéressé reçoit un accusé de réception de sa demande.

La décision d'enregistrement ou enregistrement provisoire est communiquée à l'intéressé. En cas de décision négative, la notification se fait par courrier recommandé.

L'enregistrement ne peut être refusé que pour cause de dossier incomplet ou de dossier ne répondant pas aux conditions posées à l'article 2.

L'enregistrement provisoire ne peut être refusé que pour cause de dossier incomplet ou de dossier ne répondant pas aux conditions posées à l'article 5.

Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het jaarbedrag bedoeld in artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, zoals aangepast bij de koninklijke besluiten van 18 maart 1999, 26 mei 2002 en 31 maart 2003, wordt, wat betreft de jaren na 2004, vermenigvuldigd met 1,020.

Art. 2. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant annuel prévu à l'article 7, alinéa 3 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, tel qu'il a été adapté par les arrêtés royaux des 18 mars 1999, 26 mai 2002 et 31 mars 2003, est multiplié par 1,020 pour les années après 2004.

Art. 2. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2006 — 437

[C — 2006/22082]

12 JANUARI 2006. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid op artikel 21*sexiesdecies*, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde, uitgebracht op 31 mei 2005;

Gelet op het advies van de Technische Commissie voor Verpleegkunde, uitgebracht op 17 maart 2005;

Gelet op het advies nr. 38.684/3 van de Raad van State, gegeven op 8 november 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « zorgkundige » : de zorgkundige bedoeld in artikel 21*sexiesdecies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

2° « verpleegkundige » : de persoon, zoals bedoeld in artikel 21*quater* van voormeld koninklijk besluit nr. 78;

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2006 — 437

[C — 2006/22082]

12 JANVIER 2006. — Arrêté royal fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé, notamment l'article 21*sexiesdecies*, inséré par la loi du 10 août 2001;

Vu l'avis du Conseil national de l'Art infirmier du 31 mai 2005;

Vu l'avis de la Commission technique de l'Art infirmier du 17 mars 2005;

Vu l'avis n° 38.684/3 du Conseil d'Etat, émis le 8 novembre 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « aide-soignant » : l'aide-soignant visé à l'article 21*sexiesdecies* de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé;

2° « infirmier » : la personne visée à l'article 21*quater* de l'arrêté royal n° 78 précité;

3° «activiteiten»: de verpleegkundige activiteiten, bedoeld in artikel 21quinquies, § 1, a) en b) van voormeld koninklijk besluit nr. 78.

Art. 2. De activiteiten die zorgkundigen mogen uitoefenen, worden vastgesteld in de bijlage van dit besluit.

Zorgkundigen mogen die activiteiten enkel uitoefenen wanneer ze zijn toevertrouwd door een verpleegkundige. Verpleegkundigen kunnen die delegatie op elk moment beëindigen.

Art. 3. § 1. Zorgkundigen werken binnen een gestructureerde equipe.

De gestructureerde equipe moet aan volgende eisen voldoen :

1° De gestructureerde equipe moet zodanig zijn opgesteld dat de verpleegkundigen toezicht kunnen uitoefenen op de activiteiten van de zorgkundigen.

2° De gestructureerde equipe moet de continuïteit en de kwaliteit van de zorg verzekeren.

3° Zij organiseert het gezamenlijk patiëntenoverleg waarbij het in § 3 bedoelde zorgplan geëvalueerd en zo nodig bijgestuurd wordt.

4° Zij voert een samenwerkingsprocedure in tussen verpleegkundigen en zorgkundigen. Deze laatste rapporteren nog dezelfde dag aan de verpleegkundige die toezicht houdt op hun activiteiten.

5° Zij krijgt permanente opleiding.

§ 2. Onder « toezicht » wordt verstaan het toezicht waarvan sprake in artikel 21sexiesdecies van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 :

1° De verpleegkundige ziet erop toe dat de zorgverstrekking, de gezondheidsopvoeding en de logistieke activiteiten die hij aan de zorgkundige van de gestructureerde equipe heeft toevertrouwd, correct worden uitgevoerd.

2° Het aantal zorgkundigen dat onder toezicht van een verpleegkundige werkt, hangt af van de personeelsnormen van de gestructureerde equipe, van de complexiteit van de zorg en van de stabiliteit van de toestand van de patiënten. Hiermee rekening houdend, is de aanwezigheid van de verpleegkundige bij de uitvoering van de activiteiten door de zorgkundige niet steeds vereist.

3° De verpleegkundige moet bereikbaar zijn om de nodige informatie en ondersteuning te geven aan de zorgkundige.

§ 3. De zorgkundige wordt betrokken, binnen zijn bevoegdheden en vorming, bij het bijhouden voor elke patiënt van dit verpleegkundig dossier, zoals bedoeld in artikel 21quinquies, § 2, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen.

Art. 4. Zorgkundigen moeten elk jaar een permanente opleiding van minstens 8 uur krijgen.

Art. 5. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

3° « activités » : les activités infirmières visées à l'article 21quinquies, § 1^{er} a) et b) de l'arrêté royal n° 78 précité.

Art. 2. Les activités qu'un aide-soignant peut effectuer, sont déterminées dans l'annexe du présent arrêté.

L'aide-soignant ne peut accomplir ces activités que dans la mesure où un infirmier les lui a déléguées. L'infirmier peut, à tout moment, mettre fin à cette délégation.

Art. 3. § 1. L'aide-soignant travaille au sein d'une équipe structurée.

L'équipe structurée doit répondre au minimum aux critères suivants :

1° La répartition des infirmiers dans l'équipe structurée doit être telle qu'ils puissent contrôler les activités des aides-soignants.

2° L'équipe structurée doit garantir la continuité et la qualité des soins.

3° Elle organise la concertation commune au sujet des patients dans le cadre de laquelle elle a procédé à une évaluation du plan de soins visé au § 3 et le cas échéant à une adaptation de celui-ci.

4° Elle instaure une procédure de collaboration entre l'infirmier et l'aide-soignant. Ce dernier fait rapport le jour même à l'infirmier qui contrôle ses activités.

5° Elle bénéficie d'une formation permanente.

§ 2. Par « contrôle » on entend le contrôle dont question à l'article 21sexiesdecies de l'arrêté royal n° 78 susmentionné du 10 novembre 1967 :

1° L'infirmier veille à ce que les soins, l'éducation à la santé et les activités logistiques qu'il a déléguées aux aides-soignants de l'équipe structurée, sont effectués d'une manière correcte.

2° Le nombre d'aides-soignants qui travaille sous le contrôle de l'infirmier, dépend des effectifs prévus pour l'équipe structurée, de la complexité des soins et de la stabilité de l'état des patients. Compte tenu de ces éléments, la présence de l'infirmier lors de l'exercice des activités de l'aide soignant n'est pas toujours indispensable.

3° L'infirmier doit être accessible pour donner les informations et le support indispensable à l'aide-soignant.

§ 3. L'aide soignant collabore, dans la limite de sa qualification et de sa formation, à la tenue à jour pour chaque patient du dossier infirmier visé à l'article 21quinquies, § 2, de l'arrêté royal n°78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé.

Art. 4. L'aide-soignant doit bénéficier chaque année d'une formation permanente d'au moins 8 heures.

Art. 5. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

**LISTE DES ACTIVITES QUE L'AIDE-SOIGNANT(E) PEUT EFFECTUER
SOUS LE CONTROLE DE L'INFIRMIER/-IERE ET DANS UNE EQUIPE
STRUCTUREE**

ACTIVITE	Référence à la liste des prestations infirmières ¹
Observer et signaler les changements chez le patient/résident sur les plans physique, psychique et social dans le contexte des activités de la vie quotidienne (A.V.Q.)	Art. 21 quinquies §1er a
Informier et conseiller le patient/résident et sa famille conformément au plan de soins, relativement aux prestations techniques autorisées	Art. 21 quinquies §1er a
Assister le patient/résident et son entourage dans les moments difficiles	Art. 21 quinquies §1er a
Soins de bouche	A.R. 18/6/90/ 1.1
Enlever et remettre les bas destinés à prévenir et/ou traiter des affections veineuses, à l'exception de la thérapie par compression à l'aide de bandes élastiques	A.R. 18/6/90/ 1.2
Observer le fonctionnement des sondes vésicales et signaler les problèmes	A.R. 18/6/90/ 1.4
Soins d'hygiène à une stomie cicatrisée, ne nécessitant pas des soins de plaies	A.R. 18/6/90/1.5
Surveiller l'hydratation par voie orale du patient/résident et signaler les problèmes	A.R. 18/6/90/1.6
Aide à la prise de médicaments par voie orale pour le patient/résident, selon un système de distribution préparé et personnalisé par un(e) infirmier(ière) ou un pharmacien	A.R. 18/6/90/1.7
Aide à l'alimentation et l'hydratation par voie orale du patient/résident à l'exception des cas d'alimentation par sonde et de troubles de la déglutition	A.R. 18/6/90/2

Installation et surveillance du patient/résident dans une position fonctionnelle avec support technique, conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/3**

Soins d'hygiène chez les patients/résidents souffrant de dysfonction de l'A.V.Q., conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/4**

Transport des patients/résidents, conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/5**

Application des mesures en vue de prévenir les lésions corporelles, conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/5**

Application des mesures en vue de prévenir les infections, conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/5**

Application des mesures dans le cadre de la prévention des escarres, conformément au plan de soins **A.R. 18/6/90/5**

Prise du pouls et de la température corporelle, signalement des résultats **A.R. 18/6/90/6**

Assistance du patient/résident lors du prélèvement non stérile d'excrétions et de sécrétions **A.R. 18/6/90/6**

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 janvier 2006 fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

R. DEMOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2006/23305]

Arbeidsrechtbank te Doornik. — Beschikking

Bij beschikking van 31 mei 2006 werd de heer Hugues Lampe, rechter in sociale zaken, als zelfstandige, bij de arbeidsrechtbank te Doornik, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2006/23305]

Tribunal du travail de Tournai. — Ordonnance

Par ordonnance du 31 mai 2006, M. Hugues Lampe, juge social, au titre de travailleur indépendant, au tribunal du travail de Tournai, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant, jusqu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2006/23183]

8 NOVEMBER 2006. — Ministeriële omzendbrief betreffende de koninklijke besluiten van 12 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige en tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen

Deze omzendbrief richt zich in het bijzonder tot de personen die zich als zorgkundige willen laten registreren, tot de verschillende instellingen die bij die registratie betrokken zijn, alsook tot de verzorgingsinstellingen.

Inleiding

Beide koninklijke besluiten van 12 januari 2006 betreffende de zorgkundigen werden op 3 februari 2006 gepubliceerd. Het ene besluit betreft de registratie als zorgkundige (hierna besluit « registratie »), het andere betreft de verpleegkundige activiteiten die zij mogen stellen (hierna besluit « activiteiten »).

De nieuwe wetgeving betreffende de zorgkundige biedt de zorgkundige een statuut, opleiding en een wettelijke erkenning, en maakt het voor de verpleegkundige mogelijk om, onder bepaalde voorwaarden, bepaalde verpleegkundige activiteiten aan de zorgkundige toe te vertrouwen. Die delegatie van taken gebeurt voortaan binnen een wettelijk kader, en dit zowel wat betreft de aard van de taken als de wijze van delegatie.

Het besluit « registratie » heeft enerzijds tot doel de beroepsbeoefenaars die geen statuut hadden te regulariseren, anderzijds wil dit besluit minimale voorwaarden opleggen die moeten worden vervuld om als zorgkundige te kunnen worden geregistreerd. Het besluit « handelingen » neemt een limitatieve lijst op van verpleegkundige activiteiten die onder toezicht van de verpleegkundige door zorgkundigen mogen worden gesteld.

I. Definitie

De zorgkundige is een beoefenaar van een gezondheidsberoep die specifiek is opgeleid om de verpleegkundige op het vlak van de zorgverlening en de gezondheidsopvoeding van patiënten bij te staan in het kader van de activiteiten die door de verpleegkundige binnen een gestructureerde equipe (zie punt II, 4de lid) worden gecoördineerd.

De « zorgverlening aan personen » is een doorslaggevend element om een aanvraag tot registratie als zorgkundige te kunnen indienen.

II. Voorwaarden om de handelingen uit te voeren

Het besluit « activiteiten » bepaalt de lijst van verpleegkundige activiteiten die door de zorgkundigen mogen worden uitgevoerd. Die activiteiten mogen enkel door de zorgkundige worden uitgevoerd voor zover een verpleegkundige die aan hem/haar heeft toevertrouwd. Deze activiteiten blijven tot de bevoegdheid van de verpleegkundige behoren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2006/23183]

8 NOVEMBRE 2006. — Circulaire ministérielle relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

La présente circulaire s'adresse principalement aux personnes désirant se faire enregistrer comme aide-soignant, aux différentes instances impliquées dans cet enregistrement, ainsi qu'aux établissements de soins.

Introduction

Les deux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 relatifs aux aides-soignants ont été publiés le 3 février 2006. L'un traite de l'enregistrement comme aide-soignant (ci-après arrêté « enregistrement »), l'autre traite des actes infirmiers qu'ils peuvent poser (ci-après arrêté « actes »).

La nouvelle législation sur l'aide-soignant garantit un statut, une formation et une reconnaissance légale pour l'aide-soignant et la possibilité pour l'infirmier de déléguer, selon certaines conditions, certaines activités infirmières à l'aide-soignant. Cette délégation se fera dorénavant dans un cadre légal, tant en ce qui concerne la nature des tâches que le mode de délégation.

L'arrêté « enregistrement » vise d'une part à régulariser les professionnels qui n'avaient pas de statut et d'autre part à donner des conditions minimales à remplir pour pouvoir être enregistré comme aide-soignant. L'arrêté « actes » donne une liste exhaustive des activités infirmières qui peuvent être posées par des aides-soignants sous le contrôle de l'infirmier.

I. Définition

L'aide-soignant est un professionnel de la santé qui est spécifiquement formé pour assister l'infirmier en matière de soins et d'éducation des patients, dans le cadre des activités coordonnées par l'infirmier dans une équipe structurée (voir point II, 4ème alinéa).

L'aspect « soins aux personnes » est déterminant pour pouvoir introduire une demande d'enregistrement comme aide-soignant.

II. Les conditions pour prester les actes

L'arrêté « actes » fixe la liste des activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants. Ces activités ne peuvent être accomplies par l'aide-soignant que dans la mesure où un infirmier les lui a déléguées. Ces actes continuent à relever de la compétence de l'infirmier.

Het spreekt vanzelf dat andere activiteiten dan de eigenlijke verpleegkundige handelingen altijd door zorgkundigen mogen worden gesteld.

Het koninklijk besluit preciseert ook de voorwaarden waaronder de zorgkundigen die activiteiten mogen uitvoeren.

- De zorgkundige moet binnen een gestructureerde equipe werken die :

- de verpleegkundigen toelaat in de equipe toezicht uit te oefenen op de activiteiten van de zorgkundigen;

- de continuïteit en de kwaliteit van de zorg waarborgt;

- het gemeenschappelijk patiëntenoverleg organiseert waarbij het zorgplan geëvalueerd en zo nodig bijgesteld wordt;

- een samenwerkingsprocedure tussen verpleegkundige en zorgkundige invoert;

- permanente opleiding krijgt.

- De zorgkundige werkt onder toezicht van een verpleegkundige :

- de zorgkundige rapporteert nog dezelfde dag aan de verpleegkundige;

- de verpleegkundige ziet erop toe dat de zorgverstrekking, de gezondheidsopvoeding en de logistieke activiteiten die hij heeft toevertrouwd, correct worden uitgevoerd;

- de fysieke aanwezigheid van de verpleegkundige bij de uitvoering van de activiteiten is niet vereist;

De verpleegkundige moet beschikbaar zijn om de nodige informatie en ondersteuning te geven aan de zorgkundige. Dit betekent dat de verpleegkundige in de verzorgingsinstelling aanwezig moet zijn ten einde de zorgkundige zo snel mogelijk te kunnen helpen.

- De zorgkundige wordt, binnen zijn bevoegdheden en vorming, betrokken bij het bijhouden van het verpleegkundig dossier voor elke patiënt.

- De zorgkundige krijgt elk jaar een permanente opleiding van minstens 8 uur.

De handelingen opgenomen in bijlage I van het besluit « activiteiten » zijn de enige verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen stellen.

III. De registratie

Een hele reeks personen krijgt de mogelijkheid om zich als zorgkundige te laten registreren, hetzij op basis van de verworven bekwaamheden, hetzij op basis van de verworven ervaring, hetzij op basis van beide.

De registratie is definitief :

- ofwel op basis van een diploma of getuigschrift (zie A);

- ofwel op basis van een overgangsmaatregel (zie B).

Er is evenwel een voorlopige registratie voorzien met de mogelijkheid die voorlopige registratie in een definitieve registratie om te zetten (zie C).

In bijlage IV bij deze omzendbrief is een schema met de verschillende voorwaarden en stadia opgenomen.

A. Definitieve registratie op basis van één van de volgende diploma's of getuigschriften :

Om rechtstreeks toegang te hebben tot het beroep van zorgkundige is vereist :

- een studiegetuigschrift van het 2de jaar van de 3de graad van het technisch of beroepssecundair onderwijs, richting « personenzorg », onderverdeling « hulp aan personen », en een getuigschrift dat wordt uitgereikt na beëindiging van een opleiding tot zorgkundige die een studiejaar omvat in het kader van het voltijds onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie (7de jaar).

Il est évident que d'autres actes, qui ne relèvent pas du domaine des actes infirmiers proprement dits, peuvent toujours être posés par les aides-soignants.

L'arrêté royal précise aussi les conditions dans lesquelles les aides-soignants peuvent poser ces actes.

- L'aide-soignant doit travailler au sein d'une équipe structurée :

- qui permet aux infirmiers de contrôler les activités des aides-soignants au sein de l'équipe;

- qui garantit la continuité et la qualité des soins;

- qui organise une concertation commune au sujet des patients, dans le cadre de laquelle elle a procédé à une évaluation, et le cas échéant à une adaptation, du plan de soin;

- qui instaure une procédure de collaboration entre l'infirmier et l'aide-soignant;

- qui bénéficie d'une formation permanente.

- L'aide-soignant travaille sous le contrôle d'un infirmier :

- l'aide soignant doit faire rapport, le jour même, à l'infirmier;

- l'infirmier doit veiller à ce que les soins, l'éducation à la santé et les activités logistiques qu'il a délégués sont réalisés d'une manière correcte;

- la présence physique de l'infirmier lors de l'exercice des activités n'est pas requise;

L'infirmier doit être disponible pour donner les informations et le support à l'aide-soignant. Ceci signifie que l'infirmier doit être présent dans l'établissement de manière à répondre à la demande de l'aide-soignante dans les plus brefs délais.

- L'aide-soignant collabore, dans la limite de sa qualification et de sa formation, à la tenue à jour pour chaque patient du dossier infirmier

- L'aide soignant bénéficie chaque année d'une formation permanente d'au moins 8 heures.

Les actes repris à l'annexe I de l'arrêté « actes » sont les seuls actes infirmiers que peuvent effectuer les aides-soignants.

III. L'enregistrement

La possibilité de se faire enregistrer comme aide-soignant est donnée à toute une série de personnes, soit sur base de qualifications acquises, soit sur base de l'expérience acquise, soit sur ces deux bases.

L'enregistrement a pour vocation d'être définitif.

- soit sur base d'un diplôme ou certificat (voir A);

- soit sur base des mesures transitoires (voir B).

Toutefois, nous avons prévu un enregistrement provisoire avec possibilité de conversion du statut provisoire vers un enregistrement définitif (voir C).

Un schéma reprenant les différentes conditions et étapes se trouve à l'annexe IV de la présente circulaire.

A. Enregistrement définitif sur base d'un des diplômes ou certificats suivants :

Pour avoir directement accès à la profession d'aide-soignant, il faut :

- un certificat d'études de 2ème année du 3ème degré de l'enseignement secondaire technique ou professionnel, section « services aux personnes », sous-secteur « aide aux personnes », complété par un certificat délivré au terme d'une formation d'aide-soignant comprenant une année d'étude dans le cadre de l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale (7^e année).

De modaliteiten en inhoud van die opleiding moeten nog door de respectieve Gemeenschappen worden bepaald;

- of : een getuigschrift van sociale promotie of beroepsopleiding dat een opleiding bekroont die, ter aanvulling van de elders verworven kwalificaties, door de bevoegde instanties, m.a.w. de gemeenschappen, met de hierboven bedoelde opleiding tot zorgkundige is gelijkgesteld.

De modaliteiten van die opleiding moeten nog door de respectieve Gemeenschappen worden bepaald;

- of : een attest van slagen voor het 1ste jaar van de opleiding bachelor in de verpleegkunde, voor het 1ste jaar gegradueerd verpleegkundige, voor het 1ste jaar gebrevetteerd/gediplomeerd verpleegkundige;

Hoe de aanvraag tot definitieve registratie op basis van deze diploma's of getuigschriften indienen?

- De aanvrager moet zo vlug mogelijk een aanvraag tot registratie (zie bijlage II) sturen naar de Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde d.m.v. het bij deze omzendbrief gevoegde formulier dat ook terug te vinden is op de portaalsite van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu www.health.fgov.be

- De aanvrager krijgt een bevestiging van de ontvangst van de aanvraag tot registratie.

B. Definitieve registratie op basis van overgangsmaatregelen

Een definitieve registratie op basis van overgangsmaatregelen is enkel mogelijk voor de personen die op 13 februari 2006 waren tewerkgesteld in één van de volgende instellingen :

- een ziekenhuis (art. 34, 6° van de wet betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gecoördineerd op 14 juli 1994);

- een ziekenhuisdienst die afhangt van een associatie van ziekenhuizen (art. 34, 6°, van dezelfde wet);

- een erkend rust- en verzorgingstehuis (art. 34, 11°, van dezelfde wet);

- een erkend psychiatrisch verzorgingstehuis (art. 34, 11°, van dezelfde wet);

- een erkend centrum voor dagverzorging (art. 34, 11°, van dezelfde wet);

- een erkend rustoord voor bejaarden (art. 34, 12°, van dezelfde wet);

- een erkend centrum voor kortverblijf (art. 34, 12°, van dezelfde wet);

- een instelling die de woon- of verblijfplaats is van de bejaarden (art. 34, 12°, van dezelfde wet).

Voor die personen die op 13 februari 2006 waren tewerkgesteld in één van deze instellingen zijn er twee mogelijkheden om een definitieve registratie te krijgen op basis van overgangsmaatregelen :

• 1ste geval :

- op de datum van de inwerkingtreding van het KB - op 13 februari 2006 - is de aanvrager tewerkgesteld als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling, zoals hierboven beschreven;

- en beschikt hij over een van de kwalificaties opgenomen in bijlage I.

• 2de geval :

- op de datum van de inwerkingtreding van het KB - op 13 februari 2006 - was de aanvrager tewerkgesteld als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling;

- hij beschikt niet over een van de kwalificaties (zie bijlage I);

- en op de datum van de inwerkingtreding van het KB - op 13 februari 2006 - was hij gedurende ten minste 5 jaar voltijds equivalent als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling tewerkgesteld.

Les modalités et le contenu de cette formation doivent encore être déterminées par les Communautés respectives;

- ou : un certificat de promotion sociale ou de formation professionnelle sanctionnant une formation, qui en complément des qualifications acquises ailleurs, est assimilée par les instances compétentes, c'est-à-dire les communautés, à la formation d'aide-soignant visée ci-dessus.

Les modalités de cette formation doivent encore être déterminées par les Communautés respectives;

- ou : un certificat de réussite d'une première année de formation de bachelier en soins infirmiers, d'infirmier gradué ou d'infirmier breveté/diplômé;

Comment introduire une demande d'enregistrement définitif sur base de ces diplômes ou certificats ?

- Le demandeur doit envoyer une demande d'enregistrement (voir annexe II) à la Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier dans les plus brefs délais au moyen du formulaire en annexe de cette circulaire, et que l'on trouve également sur le portail Internet du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement www.health.fgov.be

- Le demandeur reçoit une confirmation de la réception de la demande d'enregistrement.

B. Enregistrement définitif sur base des mesures transitoires

Un enregistrement définitif sur base des mesures transitoires n'est possible que pour les personnes qui sont en service le 13 février 2006 dans un des établissements de soins suivants :

- un hôpital (art. 34, 6°, loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994);

- un service hospitalier d'une association d'hôpitaux (art. 34, 6°, même loi);

- une maison de repos et de soins agréée (art. 34, 11°, même loi);

- une maison de soins psychiatriques agréée (art. 34, 11°, même loi);

- un centre de soins de jour agréé (art. 34, 11°, même loi);

- une maison de repos agréée pour personnes âgées (art. 34, 12°, même loi)

- un centre de court séjour agréé (art. 34, 12°, même loi);

- une institution qui constitue le domicile ou la résidence des personnes âgées (art. 34, 12°, même loi).

Pour ces personnes qui sont en service au 13 février 2006 dans un des établissements, il existe deux possibilités pour obtenir un enregistrement définitif sur base des dispositions transitoires :

• 1^{er} cas :

- à la date d'entrée en vigueur de l'AR, le 13 février 2006, le demandeur est employé comme personnel soignant dans un établissement de soins tel que décrit ci-dessus;

- et dispose d'une des qualifications reprises à l'annexe I^{re}.

• 2^e cas :

- à la date d'entrée en vigueur de l'AR, le 13 février 2006, le demandeur était employé comme personnel soignant dans un établissement de soins;

- il ne dispose pas d'une des qualifications (voir annexe I^{re});

- et, à la date d'entrée en vigueur de l'AR, le 13/02/2006, il a été employé durant au moins 5 ans équivalent temps plein comme personnel soignant dans un établissement de soins.

Gedurende een overgangsfase zal het reeds in een verzorgingsinstelling in dienst zijnde verzorgingspersoneel de verstrekkingen van de lijst van handelingen, opgenomen in de bijlage van het besluit « activiteiten », wettelijk mogen uitvoeren voor zover hij zich laat registreren zoals hieronder beschreven. Die aanvraag tot registratie moet zo vlug mogelijk worden ingediend, gezien het verplichte karakter van de registratie om het beroep van zorgkundige te mogen uitoefenen.

Hoe de aanvraag tot definitieve registratie op basis van een overgangsmaatregel indienen?

Wat de aanvraag tot definitieve registratie betreft op basis van een overgangsmaatregel wordt een onderscheid gemaakt tussen drie mogelijkheden :

1ste mogelijkheid : Het gaat om personen die op 13 februari 2006 waren tewerkgesteld in een ROB-RVT-CDV

De administratie vergemakkelijkt de registratie van dit verzorgingspersoneel dat op 13/02/2006 in een ROB, RVT of CDV werkte als verzorgingspersoneel dat :

— geslaagd is voor het eerste jaar gegradueerd verpleegkundige, gebrevetteerd/ gediplomeerd verpleegkundige of voor het eerste jaar van de opleiding bachelor in de verpleegkunde, of

— dat met vrucht een opleiding zoals opgenomen in bijlage I gevolgd heeft en dat op grond daarvan een RIZIV-nummer heeft gekregen,

waarbij hun « RIZIV »-gegevens naar de gegevensbank van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu worden overgeheveld. Het RIZIV zal die gegevens vóór 20 december 2006 aan de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu doorgeven.

Aan de personen die op die manier worden ingeschreven wordt een bewijs van registratie verstuurd.

Indien deze personen op 1 oktober 2007 geen bevestiging hebben gekregen vanwege de FOD, dienen zij zelf een individuele aanvraag in te dienen volgens de principes die hierna zijn opgenomen in de 3de mogelijkheid.

2de mogelijkheid : het gaat om personen die op 13 februari 2006 waren tewerkgesteld in een andere verzorgingsinstelling

De verzorgingsinstelling waar die personen op 13/02/2006 waren tewerkgesteld deelt aan de administratie zo vlug mogelijk, en dit vóór 20 januari 2007, de persoonsgegevens mee van het verzorgingspersoneel dat de verpleegkundigen bij de zorgverlening bijstaat (zie bijlage V). Dit formulier is ook beschikbaar op de Internetsite van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Voor uw gemak, raden we u aan :

— altijd het rijksregisternummer te vermelden;

— enkel de personen aan te geven die op 13 februari 2006 tewerkgesteld waren;

— indien mogelijk, het RIZIV-nummer van de persoon te vermelden, zodat hierdoor aangetoond wordt dat deze aan de opleidingsvoorwaarden van het ministerieel besluit van 6 november 2003 voldoet. In dit geval moeten de kolommen aangaande het diploma, de ervaring van meer of minder dan 5 jaar niet aangevuld worden en het is ook niet verplicht een kopie van het diploma/attest of getuigschrift bij te voegen;

— indien de persoon geen RIZIV-nummer heeft maar wel een diploma/attest/getuigschrift heeft zoals in bijlage I vermeld, moeten de kolommen aangaande de professionele ervaring (min of meer dan 5 jaar) niet aangevuld worden. Er moet ook geen kopie van het diploma/attest of getuigschrift bijgevoegd worden. Nochtans wordt aan de verzorgingsinstelling gevraagd om deze bewijsstukken aan de administratie te geven wanneer deze laatste hierom vraagt.

Aan de personen die op die manier worden ingeschreven wordt een bewijs van registratie verstuurd.

Dans une phase de régularisation, le personnel soignant déjà en fonction dans un établissement de soins pourra exercer légalement les prestations de la liste d'actes reprise en annexe de l'arrêté « actes », pour autant qu'il se fasse enregistrer comme décrit ci-après. Cette demande d'enregistrement doit être introduite dans les plus brefs délais étant donné le caractère obligatoire de l'enregistrement pour pouvoir exercer la profession d'aide-soignant.

Comment introduire la demande d'enregistrement définitif sur base des mesures transitoires ?

En ce qui concerne l'enregistrement définitif sur base des mesures transitoires, il est fait une distinction entre trois possibilités.

1ère possibilité : il s'agit de personnes qui, au 13 février 2006 étaient en service en MR- MRS -CSJ

L'administration facilite l'enregistrement de ce personnel soignant qui travaillait au 13 février 2006 dans une maison de repos, maison de repos et de soins ou centre de soins de jour agréés et qui :

— a réussi une première année d'infirmier gradué, breveté ou diplômé ou une première année de bachelier en soins infirmiers ou

— a suivi avec fruit une des formations telles que reprises à l'annexe I et qui, sur cette base, a reçu un numéro INAMI,

en transférant leurs données « INAMI » dans la banque de données du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. L'INAMI fait parvenir ces données pour le 20 décembre 2006 au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Une attestation d'enregistrement est envoyée à ces personnes.

Si, le 1^{er} octobre 2007, ces personnes n'ont pas reçu de confirmation du SPF, elles doivent alors introduire une demande d'enregistrement individuel, selon les principes tels que décrits dans la 3^e possibilité.

2^e possibilité : il s'agit de personnes qui, le 13 février 2006, étaient en service dans un autre établissement de soins

L'établissement de soins dans lequel ces personnes étaient en service au 13 février 2006 communique dans les plus brefs délais et au plus tard pour le 20 janvier 2007 les données de ce personnel soignant qui assiste les infirmiers dans la dispensation des soins (voir annexe V). Ce formulaire est également disponible sur le portail Internet du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Par souhait de simplification, nous vous recommandons :

— de toujours indiquer le numéro du registre national;

— de n'indiquer dans ce tableau que les personnes en place au 13 février 2006;

— de mentionner, si possible, le N° INAMI de la personne attestant ainsi qu'elle répond aux conditions de formation de l'arrêté ministériel du 6/11/2003. Dans ce cas, les colonnes concernant la formation et l'expérience de plus ou moins de 5 ans ne doivent pas être complétées et il n'est pas nécessaire de joindre une copie du diplôme/attestation ou certificat;

— si la personne n'a pas de N° INAMI mais un diplôme/attestation ou certificat repris dans la liste de l'annexe I^{re}, les colonnes concernant l'expérience professionnelle (plus ou moins de 5 ans) ne doivent pas être complétées. Il n'est pas non plus nécessaire de joindre une copie du diplôme/attestation ou certificat. Cependant, l'institution doit mettre ces pièces justificatives à disposition de l'administration en cas de demande.

Une attestation d'enregistrement est envoyée à ces personnes.

Indien deze personen op 1 oktober 2006 geen bericht hebben gekregen vanwege de FOD, dienen zij zelf een aanvraag in te dienen volgens de principes die hierna zijn opgenomen in de 3de mogelijkheid.

3de mogelijkheid :

- De personen die op 1 oktober 2007 géén bevestiging hebben gekregen van hun registratie, moeten zo vlug mogelijk een individuele aanvraag tot registratie sturen naar de Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde door gebruik te maken van het formulier in bijlage II dat ook beschikbaar is op de internetsite van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu **Erreur! Signet non défini.** / Gezondheidszorg / Erkenning van de gezondheidszorgberoepen / Zorgkundigen.

Dit formulier wordt vergezeld van een kopie van het type certificaat zoals in bijlage I opgenomen. en dit voor de persoon die niet over een RIZIV-nummer beschikken.

Dit formulier wordt eveneens vergezeld van het bewijs van tewerkstelling als verzorgende / verzorgend personeel in een verzorgingsinstelling op 13/02/2006 en/of het bewijs van de vereiste duur van relevante tewerkstelling.

De aanvrager krijgt een bevestiging van de ontvangst van de aanvraag tot registratie

C. Voorlopige registratie op basis van overgangsmaatregelen

De aanvraag tot voorlopige registratie moet uiterlijk tegen 31/12/2008 worden ingediend.

Voorlopige registratie kan slechts in twee situaties :

- 1ste situatie :

— de aanvrager is uiterlijk op 31 december 2008 tewerkgesteld als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling, zoals hierboven beschreven;

— en beschikt over een van de kwalificaties opgenomen in bijlage I.

- 2de situatie :

— op de datum van de inwerkingtreding van het KB - op 13 februari 2006 - is de aanvrager in een verzorgingsinstelling tewerkgesteld als verzorgingspersoneel dat de verpleegkundige bij de zorgverlening bijstaat, zoals hierboven beschreven;

— de aanvrager beschikt niet over een van de kwalificaties opgenomen in bijlage I;

— de aanvrager heeft geen 5 jaar anciënniteit als verzorgingspersoneel in een verzorgingsinstelling.

Procedure m.b.t. de aanvraag tot voorlopige registratie :

- De aanvrager moet vóór 31 december 2008 een aanvraag tot voorlopige registratie sturen naar de Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde d.m.v. het bij deze omzendbrief gevoegde formulier dat ook terug te vinden is op de portaalsite van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu www.health.fgov.be/Gezondheidszorg / Erkenning van de gezondheidszorgberoepen / Zorgkundigen.

— Dit formulier moet vergezeld gaan van een kopie van het type certificaat overeenkomstig één van de aangehaalde kwalificaties zoals bedoeld in bijlage I, en dit voor de persoon waarop de 1ste situatie van toepassing is.

— Dit formulier wordt vergezeld van het bewijs van tewerkstelling in een verzorgingsinstelling en/of het bewijs van de vereiste duur van relevante tewerkstelling.

Die voorlopige registratie is slechts geldig tot 13/02/2011, dit is vijf jaar na de inwerkingtreding van het besluit, termijn tijdens welke de voorlopig geregistreerde aanvrager tot definitieve registratie kan overgaan. Hij levert daartoe het bewijs 120 u. bijkomende opleiding te hebben gevolgd die verband houdt met de activiteiten van de zorgkundige, zoals beschreven in het besluit « activiteiten ».

Die 120 u. opleiding kunnen gevolgd worden in een al dan niet erkende instelling, een vereniging of binnen een verzorgingsinstelling.

Si, le 1^{er} octobre 2007, ces personnes n'ont pas reçu de confirmation du SPF, elles doivent alors introduire une demande d'enregistrement individuel, selon les principes tels que décrits dans la 3^e possibilité.

3^e possibilité :

Les personnes qui, le 1^{er} octobre 2007, n'ont pas reçu de confirmation de leur enregistrement, doivent envoyer au plus vite une demande d'enregistrement individuelle à la Commission d'Agrément du Conseil national de l'Art infirmier en utilisant le formulaire de l'annexe II, également disponible sur le portail Internet du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement www.health.fgov.be / Soins de santé / agréments des professions de santé / Aides-soignants.

Ce formulaire est accompagné d'une copie du type de certificat tel que repris à l'annexe I^{re}, pour les personnes qui n'ont pas de numéro INAMI.

Ce formulaire est également accompagné d'une preuve d'emploi comme aide-soignant / personnel soignant dans une institution de soins au 13/02/2006 et/ou de la preuve de la durée de service relevant.

Le demandeur reçoit une confirmation de la réception de sa demande d'enregistrement.

C. Enregistrement provisoire sur base des dispositions transitoires

La demande d'enregistrement provisoire doit au plus tard être introduite pour le 31/12/2008.

L'enregistrement provisoire n'est possible que dans deux situations :

- 1^{re} situation :

— au plus tard le 31 décembre 2008, le demandeur est employé comme personnel soignant dans un établissement de soins tel que décrit plus haut;

— et dispose d'une des qualifications reprises à l'annexe I^{re}.

- 2^e situation :

— à la date d'entrée en vigueur de l'AR, le 13 février 2006, le demandeur est employé comme personnel soignant, assistant l'infirmier dans les soins aux personnes, dans un établissement de soins tel que décrit plus haut;

— le demandeur ne dispose pas d'une des qualifications visées à l'annexe I^{re};

— le demandeur n'a pas l'ancienneté de 5 ans comme personnel soignant dans un établissement de soins.

Procédure de demande d'enregistrement provisoire :

— Le demandeur doit envoyer une demande d'enregistrement provisoire à la Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier avant le 31 décembre 2008 au moyen du formulaire en annexe de cette circulaire, et que l'on trouve également sur le portail Internet du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement www.health.fgov.be / Soins de santé / agréments des professions de santé / Aides-soignants.

— Ce formulaire est accompagné d'une copie du type de certificat correspondant à l'une des qualifications reprises à l'annexe I^{re}, si la personne se trouve dans la 1^{ère} situation,

— Ce formulaire est accompagné de la preuve de l'activité professionnelle en institution de soins et/ou de la preuve de la durée de l'activité professionnelle relevante.

Cet enregistrement provisoire n'est valable que jusqu'au 13/02/2011, soit cinq ans depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté, délai durant lequel le demandeur enregistré provisoirement peut passer à l'enregistrement définitif en apportant la preuve qu'il a suivi 120 h de formation complémentaire relative aux activités d'aide-soignant telles que décrites dans l'arrêté royal « actes ».

Ces 120 h de formation peuvent être suivies dans une institution agréée ou non, une association ou au sein d'un établissement de soins.

IV. Specifieke gevallen

a) De studenten die geslaagd zijn voor het eerste jaar gediplomeerd/gebrevetteerd verpleegkundige, gegradueerd verpleegkundige of voor de opleiding bachelor in de verpleegkunde, moeten een aanvraag indienen die vergezeld gaat van de gevraagde bewijsstukken. Vanaf het bewijs van ontvangst van de aanvraag mogen zij de verpleegkundige handelingen stellen die zijn opgenomen in het besluit « activiteiten ».

Deze beperking betreft natuurlijk enkel de handelingen in het kader van hun werk als zorgkundige en niet de verpleegkundige handelingen die zij in het kader van hun stages en hun studies van verpleegkundige of van bachelor in de verpleegkunde moeten uitvoeren.

b) Ook in de sector van de thuiszorg kan men als zorgkundige tewerkgesteld zijn, voor zover die verstrekingen onder toezicht van een verpleegkundige binnen een gestructureerde equipe worden uitgevoerd. De zorgkundige kan daarentegen niet de overgangsmaatregelen genieten om zich op basis van zijn ervaring in de sector van de thuiszorg te laten registreren.

c) De Europese aanvrager : er zijn verschillende mogelijkheden :

1. De Europese aanvrager is op 13 februari 2006 in een Belgische verzorgingsinstelling tewerkgesteld en heeft daartoe reeds een attest ontvangen van de internationale cel van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer. Hij moet zich ook laten registreren bij de Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde die het koninklijk besluit « registratie » integraal op hem toepast.

2. De Europese aanvrager is op 13/2/2006 niet in een Belgische verzorgingsinstelling tewerkgesteld; in dit geval is de Europese richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties op hem/haar van toepassing :

— indien hij een diploma of titel heeft die in het land van oorsprong toegang geeft tot het beroep van zorgkundige, moet hij de officiële bekrachtiging van die titel krijgen;

— indien hij die titel of dat diploma niet heeft, kan hij proberen om zijn beroepservaring op basis van diezelfde richtlijn te laten erkennen.

Onder « Europese aanvrager » worden verstaan : de onderdanen van de 25 lidstaten van de Europese Unie en tevens, voor de toepassing van deze richtlijn, de Zwitsers, de Noren, de IJslanders en de onderdanen van Liechtenstein.

De procedure m.b.t. de erkenning van de beroepskwalificaties voor een Europese aanvrager is beschikbaar op de portaalsite van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu **Erreur!** www.health.fgov.be / Gezondheidszorg / Erkenning van de gezondheidszorgberoepen / Zorgkundigen / Vrij verkeer.

Wat de Europese aanvrager betreft die een opleiding gevolgd heeft die hem in zijn land van herkomst toelaat de verpleegkunde uit te oefenen, maar die, op basis van de Europese richtlijnen, de verpleegkunde in België niet mag uitoefenen, deze zal van de internationale cel een toelating krijgen om het beroep van zorgkundige uit te oefenen zolang er geen twijfel is omtrent de echtheid van zijn diploma.

V. Opmerkingen

De aanvrager die zijn aanvraag heeft ingediend en bevestiging van ontvangst van zijn aanvraag tot registratie heeft ontvangen, mag de handelingen stellen in afwachting van de bevestiging van zijn registratie.

Eenmaal geregistreerd moet de zorgkundige zoals andere beoefenaars van gezondheidszorgberoepen een visumaanvraag indienen bij de geneeskundige commissie van de provincie waar de persoon zijn beroep wil uitoefenen. Het visum zal aangebracht worden op het origineel dat aantoonde dat de registratie als zorgkundige door de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Brussel, 8 november 2006.

R. DEMOTTE

IV. Cas particuliers

a) Les étudiants ayant réussi une première année d'infirmier diplômé/breveté, gradué ou de bachelier en soins infirmiers, doivent introduire une demande avec les documents probants demandés et à partir de la confirmation de réception de la demande, peuvent effectuer les actes infirmiers repris dans l'arrêté « actes ».

Cette limite concernant les actes ne concerne évidemment que les actes posés dans le cadre de leur travail en tant qu'aide-soignant, et non les actes infirmiers à accomplir dans le cadre de leurs stages et de leurs études d'infirmier ou de bachelier en soins infirmiers.

b) Le secteur des soins à domicile n'est pas exclu des domaines dans lesquels il est possible de pratiquer en tant qu'aide-soignant, pour autant que ces prestations se fassent sous le contrôle d'une infirmière, au sein d'une équipe structurée. Par contre, l'aide-soignant ne peut pas bénéficier de l'application des mesures transitoires pour se faire enregistrer sur base d'une expérience dans le secteur des soins à domicile.

c) Le demandeur européen : plusieurs hypothèses se présentent à nous :

1. Le demandeur européen est en service au 13 février 2006 dans un établissement de soins en Belgique et pour ce faire, il a déjà reçu une déclaration de la cellule internationale de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise. Il doit également se faire enregistrer et passe alors par la Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier qui lui applique l'intégralité de l'arrêté royal « enregistrement ».

2. Le demandeur européen n'est pas en service dans un établissement de soins en Belgique au 13/2/2006 et dans ce cas, il se voit appliquer la directive européenne 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles :

— s'il a un diplôme ou titre donnant accès à la profession d'aide-soignant dans le pays d'origine, il doit obtenir confirmation officielle de ce titre;

— s'il n'a pas ce titre ou diplôme, il peut tenter de faire reconnaître son expérience professionnelle sur base de cette même directive.

Sous l'appellation « demandeur européen » sont compris les ressortissants des 25 pays de l'Union européenne et également, pour l'application de cette directive, les Suisses, les Norvégiens, les Islandais et les ressortissants du Liechtenstein.

La procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour un demandeur européen est disponible sur le portail Internet du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement www.health.fgov.be / Soins de santé / agréments des professions de santé / Aides-soignants / Libre circulation.

En ce qui concerne le demandeur européen qui a suivi une formation lui permettant d'exercer l'art infirmier dans son pays d'origine mais qui, sur base des directives européennes, ne peut prétendre à exercer l'art infirmier en Belgique, recevra de la cellule internationale l'autorisation d'exercer la profession d'aide-soignant pour autant qu'il n'y ait pas de doute quant à l'authenticité du diplôme.

V. Remarques

Le demandeur qui a introduit sa demande et a reçu confirmation de la réception de sa demande d'enregistrement, peut poser les actes en attendant de recevoir confirmation de son enregistrement.

Une fois enregistré, l'aide-soignant doit introduire une demande de visa auprès de la Commission médicale de la province où la personne désire exercer, comme d'autres praticiens de professions de soins de santé. Le visa sera apposé sur le document original attestant l'enregistrement en qualité d'aide-soignant fourni par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Bruxelles, le 8 novembre 2006.

R. DEMOTTE

Bijlage I – Annexe I

Lijst Opleidingen - Liste des formations

Dit document bevat een complete samengestelde lijst met opleidingen die toegang geven tot het statuut van zorgkundige. Deze lijst werd samengesteld op basis van omzendbrieven/besluiten van de verschillende gemeenschappen en een lijst met opleidingen die terug te vinden is op de [site van het RIZIV](#).

Le présent document contient la liste complète des formations donnant accès au statut d'aide-soignant. Cette liste a été établie sur la base de circulaires/arrêtés propres aux différentes Communautés ainsi que d'une liste de formations figurant sur le [site de l'INAMI](#).

Afkortingen - Abréviations:

A	Attest	Attestation
AS	Attest van Slagen	Attestation de Réussite
B	Brevet	Brevet
BA	Bekwaamheidsattest	Certificat d'aptitude/Attestation de capacité
C	Certificaat	Certificat
D	Diploma	Diplôme
DC	Deelcertificaat	Certificat partiel
G	Getuigschrift	Certificat
KG	Kwalificatiegetuigschrift	Certificat de qualification
SG	Studiegetuigschrift	Certificat d'études
T	Titel	Titre

*** Type certificaat - Type de certificat:**

SO	Secundair Onderwijs	Enseignement Secondaire
TSO	Technisch Secundair Onderwijs	Enseignement Secondaire Technique
BSO	Beroeps Secundair Onderwijs	Enseignement Secondaire Professionnel
HO	Hoger (niet universitair) Onderwijs	Enseignement Supérieur (non universitaire)
UO	Universitair Onderwijs	Enseignement Universitaire
SP	Onderwijs voor Sociale Promotie	Enseignement de Promotion sociale
OC	Opleidingscentra	Centres de Formation

*** Type Onderwijs - Type d'enseignement:***** Extra Criteria**

Of een identieke opleiding	Of een titel die een identieke opleiding erkent aan die van familiale en sanitaire hulp, uitgereikt voor het certificaat van familiale en sanitaire hulp bestond.	ou autre titre sanctionnant une formation identique à celle d'auxiliaire familiale et sanitaire, délivré avant que le certificat de qualification d'auxiliaire familiale et sanitaire n'existe
Min # jaar	Attest van slagen van minimum het #e jaar van de opleiding	Attestation de réussite de la #ème année de cette formation

Opleiding - Formation		Type onderwijs - d'enseignement	Type certificaat - de certificat	Extra criteria - Critères supplémentaires
Accoucheuse // Vroedvrouw			AS	Min. 1 jaar/1 an
Aide Familiale		SO, OC	A, B, BA, D, G, KG, SG, T	
Aide Ménagère		OC		
Aide Polyvalente de/en Collectivités		SO	B, D, G, KG, SG	
Aide Rurale		OC		
Aide Senior			B, BA	
Altenpfleger				
Animatieverantwoordelijke			A	Min. 2 jaar /2 ans
Arbeidstherapie				Min. 2 jaar /2 ans
Aspirante en Nursing // Verpleegassistent(e)		SO	B, D, G, KG, SG	
Assistent(e) en Psychologie // Assistent(e) in de Psychologie				
Assistent(e) en Soins Hospitaliers // Ziekenhuisassistent(e)				
Assistent(e) ou Auxiliaire en Gériatrie				Min. 1 jaar /1 an

Bijlage I – Annexe I

Assistent(e) ou Auxiliaire Sociale // Sociaal of Maatschappelijk Assistent									
Assistant(e) in de Psychologie // Assistant(e) en Psychologie									Min 2 jaar / of identieke opleiding - Min. 2 ans / ou formation identique
Auxiliaire Familiale et/ou Sanitaire // Gezins- en/of Sanitaire Hulp								B, D, G, KG, SG, C, BA	
Auxiliaire ou Assistant(e) en Gériatrie									
Auxiliaire ou Assistant(e) Sociale // Sociaal of Maatschappelijk Assistent								AS, T	
Auxiliaire Sanitaire (Polyval.) en Collectivités pour Personnes Agées								B, D, G, KG, SG	
Auxiliaires Polyvalentes des Services à Domicile et en Collectivités			SO, SP					C, D, A	Min. 3 jaar/3 ans
Begeleider-animator voor bejaarden								B, D, G, KG, SG, BA	Min. 2 jaar /2ans
Bejaarden- en/of Gezinshelpster									
Bejaardenverzorgster en Verzorging-onderhoud			OC						
Bijzondere Jeugdzorg			SO					B, D, G, KG, SG	
Docteur en Médecine / Arts			UO					AS	Min. 3 jaar /3 ans
Ed. physique et animateur socio culturel = socio-éducatives = moniteur-éducateur			TSO						
Educateur (cl I) / Opvoeder (kl I)			HO					D	
Educateur en Gérontologie			SP					D, C	
Educateur Gradué en éducation			HO						
Educateur Secteur Santé Mentale			SP					D, C	
Educateur Social Spécialisé			SP						
Educateur Spécialise			HO, SP						
Education / Agent d'éducation / Educateur			SO, HO					B, D, G, KG, SG	
Ergotherapie/-therapeut									Min. 2 jaar/2 ans
Familiale Hulp en/of Gezinshulp en/of Sanitaire Hulp // Auxiliaire Familiale et/ou Sanitaire								B, D, G, KG, SG, C, BA	Min 2 jaar / of identieke opleiding - Min. 2 ans / ou formation identique
Familien- und/oder Seniorenhelfer									Min. 2 jaar / 2 ans
Gasthuishelp(st)er			OC					G	
Gekwalificeerde Verzorg(st)er Residentiële- en Thuishulp			Altemerend BSO						
Gezins- en/of Bejaardenhelpster								B, D, G, KG, SG, BA	Min. 2 jaar / 2 ans
Gezins- en/of Sanitaire Hulp // Auxiliaire Familiale et/ou Sanitaire								B, D, G, KG, SG, C, BA	Min 2 jaar / of identieke opleiding - Min. 2 ans / ou formation identique
Gezinswetenschappen			HO, SP						
Gezondheids- en Welzijnswetenschappen			SO					G, D	
Infirmier(ère) hospitalier(ère)								B	
Intervenant santé et grand âge			SP					D, C	
Jeugd- en Gehandicapenzorg			SO					D, SG, KG	
Kinderverzorging / Kinderzorg / Kinderverzorg(st)er // Puéricultrice								B, D, G, KG, SG	
Kinesitherapie/ Kinésithérapeute // Kinésithérapie			HO, UO					A, D	Min. 2 jaar / 2 ans
Leefgroep(en)werking			SO					B, D, G, KG, SG	
Leefgroep(en)werking – Bijzondere Jeugdzorg			SO					B, D, G, KG, SG	
Logistiek Helper in de Bejaardenzorg			OC						
Logopedie / Logopédist // Logopède			HO, UO					AS	Min. 2 jaar / 2 ans
Maatschappelijk of Sociaal Assistent // Assistent(e) ou Auxiliaire Sociale									
Moniteur en Collectivités			SO					B, D, G, KG, SG	
Moniteur-éducateur = éd. physique et animateur socio culturel = socio-éducatives			TSO						
Nursing Hostess			OC						
Opvoeder (kl I) // Educateur (cl I)			HO					D	

Bijlage I – Annexe I

Organisatieassistentie	BSO		
Organisatiehulp	BSO		
Orthopedagogie	HO, UO		Min. 2 jaar / 2 ans
Personenzorg	(deeltijds) SO	B, D, G, KG, SG	
Polyvalent Verzorgende	SO, SP, OC		
Puériculture // Kinderverzorging / Kinderverzorg(st)er		B, D, G, KG, SG	
Sanitaire en/of Gezinshulp // Auxiliaire Familiale et/ou Sanitaire		B, D, G, KG, SG, C, BA	Min 2 jaar / of identieke opleiding - Min. 2 ans / ou formation identique
Sciences Hospitalières ou Santé Publique	UO		
Sciences Sociales Appliquées = Techniques Sociales			
Seniorenhelpers		AS	Min. 2 jaar / 2 ans
Sociaal of Maatschappelijk Assistent // Assistent(e) ou Auxiliaire Sociale			
Sociale Readaptatie-Wetenschappen		AS	Min. 2 jaar / 2 ans
Socio-éducatives = éd. physique et animateur socio culturel = moniteur-éducateur	TSO		
Techniques Sociales = Sciences Sociales Appliquées	TSO		
Thuis- en Bejaardenzorg	(B)SO	(D, SG)	
Verpleegassistent(e) // Aspirant(e) en Nursing	SO	B, D, G, KG, SG	
Verpleegassistent(e)	SO		Min. 1 jaar / 1 an
Verpleegkundige Basiszorg (Module)	SO, SP, HO	DC	
Verzorging / Verzorgende	SO, OC	C, SG	
Verzorging-onderhoud en Bejaardenverzorgster	OC		
Vormingsleergangen voor Opvoeders in Dienstverband	SO, SP, HO		
Vroedvrouw // Accoucheuse			Min. 1 jaar / 1 an
Ziekedienster; Ziekedienster-bejaardenhulp		G	
Ziekenhuisassistent(e) // Assistent(e) en Soins Hospitaliers			Min. 1 jaar / 1 an
Ziekenoppass(t)er	SO		Min. 1 jaar / 1 an

Gezien om te worden gevoegd bij de omzendbrief van 8 november 2006 betreffende de koninklijke besluiten van 12 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige en tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen,

Vu pour être annexé à la circulaire du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

Rudy Demotte
Minister van Volksgezondheid
Ministre de la Santé publique

Annexe II



DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES & GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles
Tél. : 02/524.97.97

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT COMME AIDE-SOIGNANT AUPRÈS
DE LA COMMISSION D'AGRÈMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ART INFIRMIER**

À COMPLÉTER PAR LE DEMANDEUR (en caractères d'imprimerie s.v.p.)

(*) Remplir obligatoirement Marquez d'une croix ce qui convient.

<input type="checkbox"/>	1. ENREGISTREMENT DÉFINITIF (pas sur base de mesures transitoires) :
	<input type="checkbox"/> Vous possédez un certificat de réussite de la 1 ^{ère} année de l'art infirmier. <i>ou</i> <input type="checkbox"/> Vous possédez un certificat d'aide-soignant.
<input type="checkbox"/>	2. ENREGISTREMENT DÉFINITIF, BÉNÉFICIAIRE DES MESURES TRANSITOIRES :
	<input type="checkbox"/> Vous étiez employé le 13/02/2006 comme personnel soignant dans un établissement de soins ET <input type="checkbox"/> Vous possédez un diplôme/certificat mentionné à l'annexe I. <i>Ou</i> <input type="checkbox"/> Vous pouvez présenter la preuve d'au moins 5 ans (ETP) d'activité dans le domaine des soins aux personnes.
<input type="checkbox"/>	3. ENREGISTREMENT PROVISOIRE, BÉNÉFICIAIRE DES MESURES TRANSITOIRES :
	<input type="checkbox"/> Vous faites votre demande avant le 31/12/2008 et <input type="checkbox"/> Vous étiez employé le 13/02/2006 comme personnel soignant dans un établissement de soins. <i>Ou</i> <input type="checkbox"/> Vous possédez un diplôme mentionné à l'annexe I ET vous êtes employé au plus tard le 31/12/2008 comme personnel soignant dans un établissement de soins.

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

(*) Nom ¹ :				
(*) Prénoms :				
(*) Adresse :		(*) N° :		Bte :
(*) Code postal :		(*) Commune :		
Pays :				
Téléphone :		GSM :		
E-mail :		Fax :		

¹ Uniquement le nom qui figure sur votre carte d'identité

Annexe II

☺ Sexe :	M	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	☺ Nationalité :		☺ Langue :	
☺ Pays et lieu de naissance :							☺ Date de naissance :	/ /
☺ Numéro de registre national :	_ _ _ . _ _ _ . _ _ _ - _ _ _			N° BIS :	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _			

ADRESSE DE CONTACT (à compléter si elle diffère de l'adresse habituelle)

Adresse :				N° :		Bte :	
Code postal :		Commune :					
Pays :							
Téléphone :				Fax :			

2. FORMATION (voir annexe : formations/diplômes)

FORMATION/DIPLOME	DATE du diplôme/certificat

Veuillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires (copie du diplôme, brevet ou certificat)

Annexe II

3. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DES SOINS² :

ÉTABLISSEMENT + NUMÉRO D'AGRÈMENT DE L'ÉTABLISSEMENT	SERVICE (où vous avez travaillé)	PÉRIODE	
		DÉBUT	FIN

ÉTABLISSEMENT OÙ VOUS TRAVAILLIEZ, au 13 février 2006

Nom :							
Type d'établissement :							
N° d'agrément de l'établissement :							
Adresse :				N° :		Bte :	
Code postal :		Commune :					
Pays :							
Téléphone :				Fax :			

Veillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires (attestation de l'employeur)

² Cette information est indispensable si vous voulez bénéficier des mesures transitoires.

Annexe II

Veillez renvoyer le présent formulaire et les pièces justificatives
à l'adresse suivante :

**SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET
ENVIRONNEMENT**
DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES ET GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles

☞ **Date :**

☞ **Prénom + Nom :**

Je déclare que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes.

☞ **Signature :**

Annexe II

ENREGISTREMENT DES AIDES-SOIGNANTS

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION !

N° DE DOSSIER

DEMANDE RÉCEPTIONNÉE LE :

N°		DATE : (JJ/MM/AAAA)	
----	--	------------------------	--

IDENTITÉ DU DEMANDEUR

Prénoms :		Nom :	
Sexe :	M <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>	

AVIS DE LA COMMISSION D'AGRÈMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ART INFIRMIER

<input type="checkbox"/> POSITIF		
SIGNATURE	SIGNATURE	SIGNATURE
DATE : (JJ/MM/AAAA)		
N° D'ENREGISTREMENT :		

<input type="checkbox"/> NÉGATIF		
Motivation :		
SIGNATURE	SIGNATURE	SIGNATURE
DATE : (JJ/MM/AAAA)		

Vu pour être annexé à la circulaire du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

Rudy Demotte
Ministre de la Santé publique

Annexe III



DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES & GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles
Tél. : 02/524.97.97

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE CONVERSION D'ENREGISTREMENT PROVISOIRE
EN UN ENREGISTREMENT DEFINITIF COMME AIDE-SOIGNANT, AUPRÈS DE LA
COMMISSION D'AGRÈMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ART INFIRMIER**

À COMPLÉTER PAR LE DEMANDEUR (en caractères d'imprimerie s.v.p.)

(*) Remplir obligatoirement

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR									
(*) Numéro du dossier:	F A S 1 3 _ _ _ _ _						C'est le numéro qui figure dans le bas de votre attestation d'enregistrement provisoire		
(*) Nom ¹ :									
(*) Prénoms :									
(*) Adresse :						(*) N° :		Bte :	
(*) Code postal :			(*) Commune :						
Pays :									
Téléphone :					GSM :				
E-mail :					Fax :				
(*) Sexe :	M	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	(*) Nationalité :			(*) Langue :	
(*) Pays et lieu de naissance :							(*) Date de naissance :	/	/
(*) Numéro de registre national :	_ _ . _ _ . _ _ - _ _				N° BIS :	_ _ _ _ _			

¹ Uniquement le nom qui figure sur votre carte d'identité.

Annexe III

2. FORMATION SPÉCIALE DANS LE DOMAINE DES SOINS² :

FORMATION	DATE	NOMBRE D'HEURES
NOMBRE TOTAL D'HEURES :		/120

Veuillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT OÙ VOUS AVEZ SUIVI CETTE FORMATION :

Nom :							
Adresse :				N° :		Bte :	
Code postal :		Commune :					
Pays :							
Téléphone :			Fax :				
E-mail :							

² S'il est établi qu'une formation spéciale de 120 heures a été suivie en rapport avec les activités que l'aide-soignant peut accomplir, l'enregistrement provisoire est converti en enregistrement complet.

Annexe III

Veillez renvoyer le présent formulaire et les pièces justificatives
à l'adresse suivante :

**SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET
ENVIRONNEMENT**
DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES ET GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles

☞ **Date :**

☞ **Prénom + Nom :**

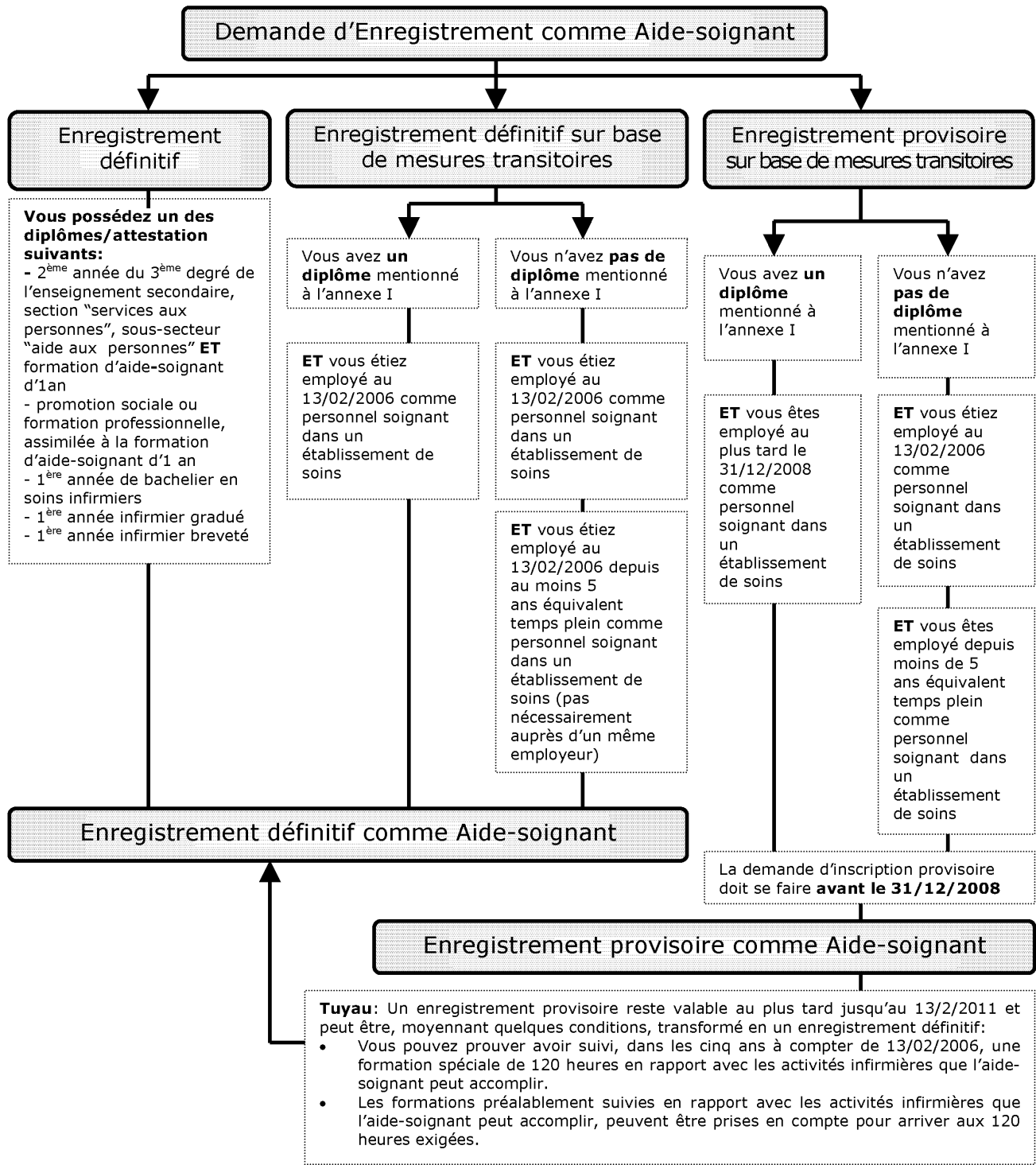
Je déclare que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes.

☞ **Signature :**

Vu pour être annexé à la circulaire du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

Rudy Demotte
Ministre de la Santé publique

Annexe IV



Vu pour être annexé à la circulaire du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

Annexe V



DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES & GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'Art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles
Tél. : 02/524.97.97

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT COMME AIDE-SOIGNANT AUPRÈS
DE LA COMMISSION D'AGRÈMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ART INFIRMIER**

À COMPLÉTER PAR L'ETABLISSEMENT DE SOINS (en caractères d'imprimerie s.v.p.)

(*) Remplir obligatoirement Marquez d'une croix ce qui convient.

(*) Nom de l'établissement de soins:				
(*) Type d'établissement de soins :				
N° d'agrément de l'établissement				
(*) Personne de contact :				
(*) Adresse :		(*) N° :		Bte :
(*) Code postal :		(*) Commune :		
(*) Téléphone :		Fax :		
E-mail :				

Annexe V

Liste du personnel soignant employé au 13 février 2006

Nom du membre du personnel*	Prénom*	Numéro National*	Sexe* (H / F)	Date de naissance*	Langue* (NL / FR)	Numéro Inami	1ère Inf. ¹	Quali ²	+ 5 ans ³	- 5 ans ⁴

* Champs obligatoires

1. En possession d'une attestation de réussite de la première année d'infirmière graduée
2. En possession d'une attestation de réussite d'une formation mentionnée à annexe I (circulaire d'aide-soignantes)
3. Employé au moins 5 ans ETP ou équivalent; à la date du 13 février 2006
4. Employé moins de 5 ans ETP ou équivalent; à la date du 13 février 2006

Annexe V

Veillez renvoyer le présent formulaire et les pièces justificatives à l'adresse suivante :

**SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET
ENVIRONNEMENT**
DIRECTION GÉNÉRALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES ET GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil national de l'art infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles

(*) **Date :**

(*) **Prénom + Nom :**

Je déclare sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes et conformes à la vérité.

(*) **Signature :**

Vu pour être annexé à la circulaire du 8 novembre 2006 relative aux arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides-soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes

Rudy Demotte
Ministre de la Santé publique